

Retrouvez d'autres infos (et compléments d'infos) sur
www.ressources-territoires.comACTU &
PRESSE

Brèves en Stock ...

REPÈRES

Crises et
"quartiers sensibles"

JUILLET 1981

Entre juil. et sept. 81, des incidents éclatent dans un petit nombre de banlieues, et en particulier aux Minguettes. C'est ce que l'on a alors appelé "l'été chaud". En réaction, le gouvernement de l'époque décide de créer la **Commission Nationale pour le Développement Social des Quartiers**, dont la présidence sera confiée à H. DUBEDOUT. Débute ainsi la politique des quartiers.

OCTOBRE 1990

Les 7 et 8 oct. 1990, des incidents se produisent en banlieue lyonnaise, à Vaulx-en-Velin. Ces événements incitent François MITTERRAND à donner une nouvelle impulsion à la politique de la Ville. En déc. 90, il nomme M. DELEBARRE comme **Ministre de la Ville** et annonce la création des sous-préfets à la Ville.

National

L'enfant et l'eau du bain

Les banlieues flambent ? Les titres ronflent : " Le fiasco de la politique de la ville ", " Politique de la Ville : 30 ans d'échec ... " Et si, plutôt que de désigner un bouc-émissaire, on acceptait de se poser quelques questions.

Est-ce la politique de la Ville qui a empilé - de la commune à l'Europe - 6 niveaux de gestion ? D'où complexité pour les élus et dirigeants territoriaux et illisibilité pour les citoyens qui voudraient intervenir dans la décision publique ! Est-ce la politique de la Ville qui entrave la mise en place d'un Etat local plus efficace et davantage stratège ? Est-ce la politique de la Ville qui a empêché de passer - en 22 ans ... - de l'acte I à l'acte II de la Décentralisation, de clarifier les compétences ?

Est-ce la faute de la politique de la Ville si, contrairement à la plupart de nos voisins, un consensus mou des acteurs (pouvoirs publics, partenaires sociaux) a abouti à une gestion de fait du chômage du type " *on coupe l'omelette par les deux bouts* " : rejet des jeunes et des plus de 50 ans ?

Est-ce la faute de la politique de la Ville si, au delà des politiques d'intégration, le passé colonial de la France a du mal à passer, si la lutte contre les discriminations reste à engager ?

Est-ce la faute de la politique de la Ville si la carte scolaire est trop souvent une passoire ? Si 150 000 jeunes quittent chaque année l'école sans diplôme ni formation professionnelle ? Si le nombre de jeunes chômeurs est souvent deux fois plus important en ZUS qu'ailleurs ?

Est-ce la faute de la politique de la ville si beaucoup d'habitants et d'élus sont à fond pour la mixité sociale, à condition que cela se passe chez les voisins !

Est-ce la politique de la Ville qui a refusé d'inscrire dans la durée des mesures et des modes d'action en train de faire leurs preuves : emploi-jeunes et police de proximité par exemple ?

En vérité, qu'elle s'appelle, selon les époques, Développement social des quartiers, politique de la Ville, Rénovation Urbaine, cette politique publique - innovante dans ses principes comme dans ses modalités d'action - est devenue un *bon analyseur pertinent* des mutations et des dysfonctionnements de notre société ? Un réceptacle et non une cause. Un signe évident de la difficulté à modifier l'action publique.

La politique de la Ville aurait échoué ? Qui peut affirmer dans quel état seraient nos quartiers si elle n'existait pas depuis bientôt 30 ans ?

On peut vouloir des infléchissements, suspendre "les oscillations"¹ qui la déstabilisent, réclamer davantage de moyens, simplifier les procédures, recentrer les interventions sur un nombre plus restreint de territoires ... il n'empêche qu'on a et aura besoin - et demain davantage qu'hier ! - d'une politique publique territorialisée concertée, contractualisée pour orchestrer les interventions des uns et des autres. Dans l'intérêt même des populations.

Réécrire la partition, oui ; tirer sur le pianiste, non. " Ne jetons pas l'enfant avec l'eau du bain " affirme un dicton populaire. Il y va du respect des habitants, de leurs représentants comme de tous les acteurs !

¹ Selon l'expression de Marie-Christine JAILLET

→ MOUVEMENT

GRAULHET RECHERCHE UN NOUVEAU

CHEF DE PROJET

Toute l'équipe de R&T souhaite beaucoup de réussite professionnelle à

Stéphanie RAMBAUD.

En effet, chef de projet du Contrat de Ville depuis 2001, elle a décidé de quitter la mairie de Graulhet pour occuper de nouvelles fonctions au sein du pôle insertion du Conseil Général du Tarn.

Le recrutement de son remplaçant - ou remplaçante - est actuellement en cours.

→ Profil du poste sur www.irdsu.net

→ DERNIÈRE MINUTE

L'EUROPE

À LA RESCOURSSE

Suite aux violences urbaines, le président de la Commission européenne, José Manuel BAROSSO, a proposé que l'Union Européenne verse "50 millions d'euros dans l'immédiat" à la France.

Par ailleurs celui-ci a également affirmé qu'il serait - éventuellement - possible de "faire une reprogrammation en utilisant beaucoup de crédits non utilisés". Ceci afin de créer un impact en termes d'inclusion sociale, d'appui à l'emploi dans les villes et les banlieues, surtout pour les petites et moyennes entreprises, impact "qui pourra aller jusqu'à un milliard d'euros".

→ Source : Le Site internet du Monde (le 14/11/05)

Les mesures annoncées

C'est d'abord la volonté de rétablir l'ordre public au sein des quartiers en difficulté, qui a guidé l'allocation du Premier Ministre, le 8 novembre dernier à l'Assemblée. Pour autant, l'instauration de l'état d'urgence n'est pas une fin en soi. M. de VILLEPIN a également annoncé une batterie de mesures censées contribuer à "faire de ces quartiers sensibles des territoires comme les autres de la République ; avec les mêmes services publics, les mêmes chances, les mêmes perspectives d'avenir." Pèle-mêle il s'agit du recrutement de 2000 nouveaux agents de police de proximité, de l'augmentation du nombre d'assistants pédagogiques dans les collèges en ZEP, du doublement des équipes de réussite éducative, de la création de 15 nouvelles ZFU, de la mise en place de Préfets délégués à l'égalité des chances, de la création d'une agence de la cohésion sociale et de l'égalité des chances, du déblocage de 100 millions d'euros supplémentaires en 2006 pour les associations ...

→ L'intégralité de l'allocation, et des mesures, sur www.premier-ministre.gouv.fr

Rencontre Nationale à Ramonville (31)

Articuler veille et réussite éducatives

Suite aux rencontres de Gonesse (2003) et Grenoble (2004), la **Communauté d'Agglomération du SICOVAL et la Ville de Ramonville-St-Agne** organisent **ce 25 nov.** la 3^{ème} **Rencontre des coordonnateurs de Veille Éducative**. À l'heure où chacun réfléchit à la mise en place des **Équipes de Réussite Éducative**, il apparaît important d'échanger sur l'articulation entre ce nouveau dispositif et la démarche partenariale de Veille Éducative. Pierre COHEN, député-maire de

Ramonville-St-Agne et co-rédacteur d'un rapport sur la veille éducative remis au ministre délégué à la Ville en nov. 2001, ouvrira cette rencontre. Yves GOEPFERT, représentant la Délégation Interministérielle à la Ville, accompagnera les débats de cette journée.

→ **Contacts** : Alain CARRAL / 05 61 00 32 16
Marie GALES / 05 62 24 10 67

→ **Programme** : www.veilleeducative.com

Régional - Événement culturel et social

"Origines contrôlées"

Du 26 novembre au 3 décembre prochain, se tiendra un événement culturel et social organisé par "Le Tactikollectif".

Pour sa deuxième édition, la programmation s'annonce belle. Durant une semaine, films, débats-rencontres, spectacles, théâtre, expos, concerts ... se croisent et s'interpellent.

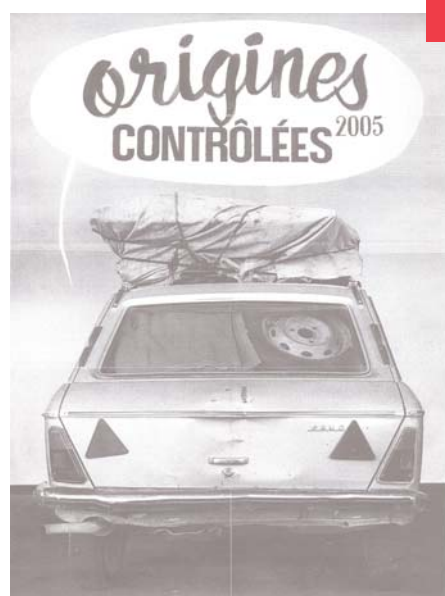
Le festival continue tout au long de cette deuxième édition d'interroger les notions d'héritages coloniaux et d'immigration postcoloniale en insistant sur les prolongements de cette histoire dans les problématiques plus récentes. Se voulant accessible à tous et favorisant le dialogue, seuls trois concerts seront payants sur l'ensemble de la semaine. A consulter le programme complet sur le site www.origines-controlees.org.

→ **Contact & renseignements**

Le Tactikollectif / 05 34 40 80 70

tactik@tactikollectif.org

www.origines-controlees.org



Tour de Presse ...

ACTION SOCIALE

"Décentralisation : qui fait quoi ?"

Ce dossier d'une dizaine de pages, permet d'appréhender toute la complexité du paysage décentralisé de la solidarité. En effet malgré les "précisions" apportées par l'Acte II de la Décentralisation dans ce champ d'intervention, départements, communes et régions ont parfois du mal à expliciter où comment et où finissent leurs rôles, voire leurs droits d'expérimentation, respectifs.

Le Journal de l'Action Sociale ; Oct.05

TIERS SECTEUR

"Les associations transforment la société"

"Par sa croissance, son étendue, son influence, etc., le secteur associatif n'a jamais été aussi dynamique. Animé de véritables

entrepreneurs, il apporte à des problèmes sociaux des réponses inédites de plus en plus efficaces. Et impulse une réforme de fond du système économique et social". C'est autour de cette idée, transnationale, que le journaliste américain D. BORNSTEIN tisse un article de fond à la gloire du monde associatif. Il s'inspire ainsi de son propre ouvrage intitulé "Comment changer le monde. Les entrepreneurs sociaux et le pouvoir des idées nouvelles".

Courrier cadres ; 03/11/05

POLITIQUE DE LA VILLE

"Politique de la Ville : trente ans de traitements d'urgence"

Dossier "fouillé" avec une forte dimension historique, des encadrés (Sciences-Po, exemple peu suivi / Des zones "reléguées"...). Dans ce dossier Roland CASTRO,

Yazid KHERFI livrent leurs analyses et propositions. Enfin un article décrit comment "Vaulx s'est reconstruit, sur ses cendres", après les émeutes de 1990; une démarche exemplaire. *Libération* ; 08/11/05

COLLECTIVITES TERRITORIALES

"Violences urbaines. Elus et fonctionnaires en première ligne"

Reportages et témoignages pour rendre compte de la manière dont de nombreuses mairies en zones sensibles ont dû se mobiliser, "développent une véritable organisation de crise."

Surveillance des bâtiments, mais aussi tournées nocturnes se sont multipliées dans les cités - autant à l'initiative d'élus et d'agents que par la mobilisation de responsables associatifs et de comités de quartiers.

La Gazette ; 08/11/05

Les échos de R&T ...

Le réseau national des CDR reçu par Catherine VAUTRIN



et mutualiser les expériences et les savoir-faire." Elle a également rappelé les grandes priorités du Gouvernement : l'emploi, les équipes de réussite éducative, la lutte contre les discriminations et la parité.

Les différents présidents ont insisté sur la position spécifique des centres de ressources : proches du terrain sans être impliqués de manière opérationnelle, ce sont des lieux de connaissance, de transmission, de débats entre différentes catégories d'acteurs. Ils sont une pièce majeure pour comprendre les spécificités de chacun des territoires et ainsi enrichir les réflexions au niveau national, grâce au réseau des centres de ressources qu'ils constituent avec la DIV.

→ *Compte rendu plus détaillé dans*

La Lettre de Profession Banlieue / Nov. 05

Le 18 octobre dernier, les présidents et directeurs des centres de ressources politique de la Ville ont été reçus par Catherine VAUTRIN, ministre déléguée à la Cohésion Sociale et à la Parité. Elle a tenu à souligner le rôle essentiel des centres de ressources à une époque charnière de la politique de la Ville, entre la Renovation Urbaine et l'accompagnement humain qu'elle exige, et le plan de Cohésion Sociale. Pour elle, "les centres de ressources doivent être en appui méthodologique aux équipiers de terrain, ils doivent capitaliser

Évaluation : chacun son tour ...

Après s'être fait "l'avocat" de la démarche évaluative auprès des acteurs des Contrats de Ville (cf. cycle régional de qualification 2002/2003), R&T a lancé, à son tour, sa propre évaluation. Quoi de plus normal en effet ! Cette démarche a pour but de mieux connaître vos représentations et attentes afin d'essayer d'y répondre.

Les conclusions devraient être rendues publiques dans le courant du premier trimestre 2006.

→ EMPLOI

LES NOUVEAUX EMPLOIS ASSOCIATIFS DU CONSEIL RÉGIONAL

LA RÉGION ADOPTE UN NOUVEAU DISPOSITIF DE SOUTIEN À LA CRÉATION D'EMPLOI

Programme d'aide aux projets et à l'emploi associatif, l'objectif affiché de la Région : 1500 emplois associatifs supplémentaires d'ici à 2010.

"Notre ambition au travers des emplois associatifs de Midi-Pyrénées est double : soutenir l'action des associations en leur permettant de répondre à des besoins nouveaux et les aider à créer des emplois qualifiés et durables" précise Martin MALVY, ancien ministre et président du Conseil Régional Midi-Pyrénées.

→ + d'infos

Bureau de la vie associative / 05 61 33 57 90 / emplois.assos@cr-mip.fr

→ dossier de demande de soutien

www.midipyrenees.fr

Agenda ... aussi

Appel à projets

Habitat et développement

La situation du logement des personnes en difficulté s'est détériorée. Face à ce constat, la **Fondation de France** a lancé le programme "Habitat" qui vise à favoriser des projets durables en matière de logements, principalement pour un public exclu des dispositifs de droit commun.

Devant la pénurie de logements sociaux, la fondation souhaite encourager la diversité de l'habitat dans les territoires urbains et ruraux.

Enfin, à l'échelle d'un quartier de logements à vocation sociale, elle veut favoriser la participation durable des habitants à l'aménagement de leur quartier. Les dossiers sont reçus tout au long de l'année.

→ Télécharger l'appel à projets : www.fdf.org

Fête Régionale de l'écriture et de l'Expression

L'édition 2005 du « **Pied à l'Encrier** » se prépare. Les inscriptions et le dépôt de textes clos, l'équipe procède actuellement à la relecture des textes afin de préparer l'impression du recueil 2005. En attendant, la présentation et la lecture publique des textes 2005 qui aura lieu le **29 nov. de 14h à 17h au théâtre des Mazades à Toulouse**, vous pouvez toujours visiter l'exposition itinérante hébergée par les bureaux de Poste toulousains. Vous y retrouverez des textes et des photos des éditions précédentes

→ + d'infos
www.clapmp.com

On y était ...

Fidèle à notre (nouvelle) habitude, voici de brefs échos de quelques unes des dernières rencontres ou manifestations où R&T était présent ...

- Le **mercredi 21 septembre**, à l'initiative de la **DRDJS** en partenariat avec les responsables de la **CPCA - CROS** Midi-Pyrénées et **CRAJEP** notamment - s'est tenue une journée riche en informations pratiques et témoignages sur le thème "**Projet associatif et emploi, accompagnement vers la professionnalisation**".
- Organisée par l'ACSE dans le cadre de ses journées d'études annuelles liées à un thème d'actualité, le **vendredi 7 octobre**, s'est tenue une journée d'échanges sur le thème de "**la politique de la Ville et de la démocratie participative**"; avec les participations exceptionnelles de **Paul Blanquart** - sociologue et philosophe - et de **Claude Bartolone** - ancien Ministre de la ville. Pour l'occasion, l'amphithéâtre de la SEME-DIAS à Colomiers a affiché complet.
- A noter, le **vendredi 21 octobre 2005** l'installation du **Comité Régional de l'Habitat** - en remplacement des Conseils Départementaux de l'Habitat cf. *art 61 loi du 13/08/04 libertés et responsabilités locales* - **présidé par le Préfet de région et composé de trois collèges** - collectivités territoriales et leurs groupements ; professionnels du logement, de l'immobilier, de la construction et de la mise en oeuvre des moyens financiers correspondants ; représentants d'organisation d'usagers, de bailleurs privés, d'associations d'insertion et des partenaires sociaux. R&T participe au titre du 2d collège.
- La **Commission Solidarité, Cohésion sociale et emploi** du SICOVAL le **15 novembre - 18h-20h** - présidée par **Lucie Voinchet** - a suscité la réflexion des élus autour de la définition d'une vision globale de la précarité, des situations de ruptures et d'exclusion ainsi que des processus qui y conduisent.

AGENDA

SOIRÉE CRAJEP MIDI-PYRÉNÉES (17H30-21H30) LES COHERENCES EDUCATIVES TERRITORIALES

15 Décembre
à Toulouse

Dans la continuité du rapport du CESR "La jeunesse un devoir d'avenir pour Midi-Pyrénées", le **CRAJEP** a invité le **jeudi 15 déc.** Francis LECLUSE - Vice-président CESR Nord Pas de Calais pour la présentation du rapport "les cohérences éducatives territoriales". La poursuite de la réflexion collective sur la jeunesse - au travers du débat - prendra en compte les événements récents des banlieues.

→ Contact : CRAJEP / tel. 05 34 60 87 16 / fax. 05 34 60 87 10 / crajemp@free.fr

CAFÉ CITOYEN DE L'IFRASS (17H30-19H 30) PROGRAMME DU MOIS DE DÉCEMBRE

7 & 14 Déc.
à Toulouse

Dans le cadre du forum régional "15 jours pour l'économie sociale et solidaire en Midi-Pyrénées", l'IFRASS propose le **mercredi 7 déc.** un débat sur le thème "**L'économie sociale et solidaire, un outil pour le travail social ?**".

Un second débat aura lieu le **mercredi 14 déc** avec pour thème "**Agir autour des relations filles-garçons : actions et outils d'intervention**". Ce débat fait suite à la rencontre du 14 sept. 05.

→ Contact : Pierre LALART / IFRASS / tel. 05 34 63 89 31 / fax. 05 73 39 99 35

→ Lieu : 2bis, rue Emile Pelletier - BP 44 777 - 31047 Toulouse Cedex 1

1er Décembre
à Toulouse

JOURNÉE DE TRAVAIL (8H30-17H) L'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ ET LA POLITIQUE ÉDUCATIVE LOCALE

Journée organisée par le Grand Toulouse avec la participation du Comité Départemental d'Accompagnement à la scolarité ; elle s'articule en deux temps : se proposant de répondre le matin à la question "**Le CLAS : un pivot de la politique éducative locale ?**" par une table ronde suivie de plusieurs témoignages d'associations et d'équipes de terrain, elle se poursuit par des ateliers l'après-midi : Repérage et suivi des enfants / Relations parents école / Ressources et outils.

→ Contact : Jean Robert PELISSIE / Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse / 05 34 41 59 96

→ Lieu : Auditorium de la mairie de Balma / Hôtel de Ville / 6, avenue François MITTERRAND

ON VIENT DE RECEVOIR

Et Aussi ... ici

→ LETTRE D'INFO

Le dernier bulletin du CIRDD. N° spécial nov. 05

[Centre d'information et de ressources sur les drogues et les dépendances en Midi-Pyrénées]

Articles de fond, agenda, liste des consultations cannabis en région...

Des infos pour tous les acteurs de soins aux conduites addictives.

→ cird.MP@wanadoo.fr

05 61 59 26 27

→ BLOC-NOTES

D' AQ31

qui réapparaît, après plusieurs mois d'absence, à la place du Bulletin.

Des infos sur les actions de l'Association Quartier 31 pour tous ceux - bénévoles et partenaires - qu'intéresse son projet.

Et, déjà, les 1ers échos de la préparation des Journées Rencontres et échanges (JRE) 2006 !

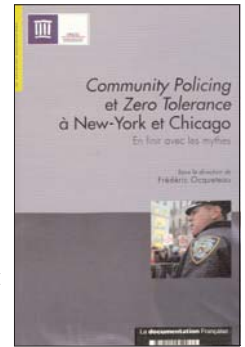
→ www.quartier31.org

05 61 40 57 87

« Community Policing et Zero Tolerance à New-York et Chicago »

Sous la dir. de F. OCQUETEAU / Coll. La sécurité aujourd'hui / Ed. La Documentation Française / Mars 03 / 143 p.

Cet ouvrage est constitué par les contributions principales du séminaire organisé par l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, en décembre 2001. Ce séminaire était né d'une double préoccupation : premièrement le sentiment que le concept de "tolérance zéro" s'était abusivement imposé dans les débats publics français comme la solution de politique pénale miracle, capable d'enrayer durablement les augmentations de la délinquance et des incivilités ; deuxièmement la conviction que, s'il y avait quelque chose à apprendre des "solutions" venues des Etats-Unis, il était dommage de se focaliser sur les seuls modèles de lutte contre la criminalité (plus exactement les modèles établis par les maires de New-York et de Boston). A noter, justement, la contribution de François DIEU, maître de conférence à l'IEP de Toulouse, sur *La police et le "miracle New-Yorkais"*.



« Formes et densités : aire urbaine de Toulouse »

Agence Urbaine de l'Agglomération Toulousaine / Mai 05 / 109 p.



Consacré à l'étude des formes urbaines et des densités, le présent ouvrage constitue une contribution technique à la réflexion sur les nouveaux modes d'habiter, et plus globalement au débat créé autour de la consommation "raisonnable" du territoire, enjeu majeur pour les futurs exercices de planification de l'aire urbaine. Plus prosaïquement, au-delà de sa contribution à la "reconsidération" des idées reçues, notamment en matière de densité verticale - les quartiers les plus denses ne sont pas toujours ceux que l'on imagine ! -, l'ouvrage en question offre un traitement graphique et photographique particulièrement réussi. On y appréciera tout particulièrement les prises de vue aériennes et autres plans masses de quartiers de grands ensembles.

« La conduite des projets de Renouvellement Urbain : des fonctions à partager »

Profession Banlieue / Coll. Groupe de travail / Sept. 05 / 104 p.



Nouvelle synthèse d'un des groupes de travail organisé par le Centre de ressources de Seine-St-Denis. Cette fois, il s'agit d'un groupe réuni à la demande de chefs de projet concernés par une opération de RU, et habités par le sentiment de se retrouver sur le terrain, comme "pris en sandwich", entre le travail du directeur de GPV et celui de l'agent local. Ainsi, au cours de deux années (2002 - 03), plusieurs réunions animées par un consultant en développement social, ont contribué à une meilleure définition des missions des acteurs de la politique de la Ville impliqués sur ce type d'opération. Dans cette perspective certaines questions ont occupé le débat : comment les rôles se répartissent entre professionnels ? En quoi ces métiers entrent-ils en tension avec les organisations traditionnelles ? Comment prendre en compte l'arrivée de nouveaux acteurs qui se trouvent en concurrence avec les acteurs plus "traditionnels" de la politique de la Ville insistant sur la répartition des rôles de chacun ?



Centre de ressources
midi-pyrénéen pour la
politique de la Ville

Conception / Réalisation
Dominique PASTRE

Rédaction
R&T

Directeur de publication
Patrick-Yves MATHIEU

GIP-Ressources & Territoires

9, rue Alex Coutet / BP 1012 / 31 023 Toulouse Cedex

Tél. : 05 62 11 38 34 / Fax : 05 62 11 38 54

E-Mail : gip-rt@wanadoo.fr / Site Net : www.ressources-territoires.com